



SEANCE DU BUREAU DU 5 MARS 2020
DECISION N° 2020-047- DB

Date d'affichage : 6 mars 2020		Le cinq mars deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le vingt sept février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	16	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	3	Présents : (16)
dont pouvoir(s) :	1	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Christian RUAUT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	4	
Nombre de votants :	17	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (3)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Anatole MICHEAUD, Jean-Luc LHEMANNE
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
		Jean-Luc LHEMANNE à Sophie TUBIANA
		Absent(s) : (4)
		Jackie GOULET, Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Marc BONNIN

CONVENTION DE MANDAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET ALTER PUBLIC RELATIVE À LA CONSTRUCTION D'UN ATELIER RELAIS SUR LA ZI DE LA SAULAIE À DOUÉ-EN-ANJOU

1) OBJECTIFS

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maître d'Ouvrage, envisage de construire un atelier relais de 750 m2 sur la commune de Doué-en-Anjou, ZI de la Saulaie.

Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de déléguer à la Société Publique Locale « ALTER Public » le soin de faire réaliser cet ouvrage en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions du présent contrat.

La Société Publique Locale « ALTER Public » a pour cadre juridique celui de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006, portant Engagement National pour le logement, codifié à l'article L327-1 du Code de l'Urbanisme. Ces dispositions ont été pérennisées et sécurisées par la loi n° 2010-59 du 28 mai 2010 relative au développement des Sociétés Publiques Locales (SPL).

Sur la base des fondamentaux, le Département de Maine-et-Loire, par délibération du 29 mars 2010 a décidé la création de la SPLA de l'Anjou, devenue ALTER Public par décision du conseil d'administration du 24 juin 2016. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de devenir actionnaire de la SPLA de l'Anjou (et par conséquence d'ALTER Public) par délibération en date du 24 juin 2010.

2) MANDAT

Le mode contractuel d'un mandat confié à ALTER Public, permet de transférer à cette dernière toutes les tâches d'exécution.

ALTER Public, Mandataire, agit au nom et pour le compte de la La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Mandant ; elle est tenue à une parfaite transparence dans la réalisation de sa mission. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire garde la maîtrise des choix et des décisions essentiels : lancements des appels d'offres, modification du programme, arrêt des budgets correspondants, attribution des marchés aux bureaux d'études et entreprises, décision de réceptionner les ouvrages.

Les principales missions confiées à ALTER Public seront les suivantes :

- mission de mise en œuvre des conditions techniques et administratives et mise au point des dossiers d'autorisation,

A partir du programme et de l'enveloppe financière défini par la collectivité, le rôle d'ALTER Public consiste à entreprendre ou faire entreprendre toutes études ou analyses diverses permettant de définir les conditions techniques et administratives de réalisation des ouvrages et obtenir pour le compte de la Communauté d'Agglomération les autorisations nécessaires et préalables à la réalisation des ouvrages et reçoit de l'Agglomération les pouvoirs nécessaires pour l'accomplissement de cette mission.

- préparation, signature et suivi des contrats d'assurance, de coordination sécurité-chantier et de contrôle technique,

- préparation du choix des partenaires techniques par la collectivité, signature et gestion des contrats correspondants,

- approbations des avant-projets et projet du maître d'œuvre,

- préparation du choix des entreprises de travaux par la collectivité, passation, signature et gestion desdits contrats,

- versement de la rémunération des partenaires techniques et du prix des travaux et plus généralement de toutes sommes dues à des tiers,

- suivi du chantier sur les plans technique, financier et administratif,

- réception de l'ouvrage après accord de la collectivité,

- ainsi que l'accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

En contrepartie de l'ensemble des missions qui lui sont confiées, la rémunération d'ALTER Public est fixée à 5 % HT du montant HT du coût de l'ouvrage prévisionnel.

La mission d'ALTER Public s'achèvera à la fin du délai de parfait achèvement de l'ouvrage et à la remise de l'arrêté des comptes définitifs.

Le coût de la construction de l'atelier relais ZI de la Saulaie à Doué-en-Anjou est estimé à 810 000 € HT, dont 38 571 € HT pour la rémunération d'ALTER Public.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et 2018/151 DC du 15 novembre 2018;

Vu la délibération n° 2017/016 DC du 2 février 2017, complétée par la délibération n° 2017/086 DC du 23 mars 2017 et la délibération n° 2019/004 DC du 7 février 2019 des Conseils de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant la détermination de l'intérêt communautaire des compétences de la collectivité et notamment en matière de développement économique dans le cadre des conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maître d'Ouvrage, envisage de construire un atelier relais de 750 m2 sur la commune de Doué en Anjou, ZA de la Saulaie.

Considérant que conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de déléguer à la Société Publique Locale « ALTER Public » le soin de faire réaliser cet ouvrage en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions du présent contrat.

Considérant que le mode contractuel d'un mandat confié à ALTER Public, permet de transférer à cette dernière toutes les tâches d'exécution.

Considérant qu'en contrepartie de l'ensemble des missions qui lui sont confiées, la rémunération d'ALTER Public est fixée à 5 % HT du montant du coût de l'ouvrage prévisionnel.

Considérant que le coût de la construction de l'atelier relais sur la commune de Doué en Anjou, ZA de la Saulaie. est estimé à 810 000 € HT, dont 38 571 € HT pour la rémunération d'ALTER Public.

- **DE DÉCIDER** de confier, par voie de mandat à ALTER Public, l'opération de construction de l'atelier relais sur la ZA de la Saulaie sur la commune de Doué en Anjou. ALTER Public interviendra pour ce faire, en appui et au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,
- **D'APPROUVER** les termes du contrat de mandat et en particulier le montant de la rémunération fixé à 5 % HT du coût HT prévisionnel de l'ouvrage estimé à 810 000 € HT,
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer le contrat de mandat,
- **D'AUTORISER** Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer ou faire signer tout contrat nécessaire à l'avancement de l'opération et notamment les marchés de Maîtrise d'œuvre et de travaux,

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 17 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



[Signature]
Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	1 Commande Publique	1.3 Conventions de mandat – 1.3.1 Délibération
-------------------	---------------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »